

Qu'a dit le ministre de la Justice? On lui a demandé pourquoi il n'avait pas voté et il a répondu: «La chose ne me semblait pas assez importante à aucun point de vue. Je ne ferai rien pour enrayer la tendance.» Est-ce à dire que le gouvernement songe à faire certaines de ces choses?

Depuis quelques années, les associations de jeunes libéraux, les organisations universitaires, présentent des résolutions en vue d'abolir la monarchie; or, ni le premier ministre ni aucun des ministres de la Couronne n'ont jamais exprimé leur désapprobation. Voilà à quoi ils se consacrent malgré les conditions économiques qui règnent dans notre pays.

Puis, alors que nous essayons d'unifier notre pays, le gouvernement émet un nouveau timbre-poste. Je me souviens de la grande opposition d'Henri Bourassa durant la première guerre mondiale. Il a fait tout ce qu'il pouvait pour faire opposition, et maintenant il aura son effigie sur un timbre-poste. Serez-vous impartiaux et ferez-vous le prochain à l'effigie de Camillien Houde? De quelles inepties politiques le gouvernement s'occupe-t-il, quand notre pays fait face à des problèmes plus graves que jamais? Mais de quoi se préoccuperait-il? Il reçoit l'aide de l'étranger. Pas de Washington cette fois-ci, mais de New York. En passant, j'aimerais mentionner de quelle façon le *Times* de New York est entré dans la danse, si je puis m'exprimer ainsi. Il a publié un éditorial intitulé «On pousse la plaisanterie trop loin» et je cite:

C'était, pour les forces de l'opposition, un bon divertissement politique que de saisir une occasion inattendue de renverser le gouvernement canadien à la Chambre des communes, mais ce serait manquer de sérieux que de poursuivre la plaisanterie davantage.

Qui a écrit ces lignes? Et au dernier paragraphe, on peut lire ceci:

Avec l'aide des membres des petits partis, M. Pearson devrait l'obtenir...

C'est-à-dire obtenir un vote de confiance.

S'il l'obtient, le Canada se portera mieux.

(*Applaudissements*)

Je suis heureux de voir des étrangers venir à la rescousse. On ne peut trouver beaucoup d'éditoriaux qui tiennent ces propos au Canada. (*Applaudissements*)

J'aimerais aussi parler d'une nouvelle parue dans le *Times* de New York, et qui émanait de cet immeuble. Pas étonnant que

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

les rédacteurs de ce journal aient fait fausse route. Le reporter y avait inclus ceci:

Les libéraux ont été défaits subitement lorsqu'en l'absence de M. Pearson les forces de l'opposition l'ont emporté par leur tactique en exigeant un vote immédiat sur le bill fiscal. Ce projet de loi litigieux imposerait une surtaxe de 5 p. 100 sur le revenu des particuliers et ajouterait 10 p. 100 aux taxes sur l'alcool et le tabac.

La Chambre avait presque terminé son débat et les libéraux avaient franchi le cap des deux épreuves précédentes à ce sujet. Après cela, le vote à l'étape de la dernière ou troisième lecture pouvait être considéré comme une formalité.

L'unique excuse qu'on puisse invoquer à l'endroit du reporter, c'est qu'il ne respecte pas dûment la vérité ou qu'il ne comprend pas la procédure parlementaire britannique. (*Applaudissements*)

J'en arrive aux créditistes. (*Exclamations*)

Je n'ai nullement l'intention d'exprimer même l'ombre d'un espoir que l'un de mes arguments les convertisse car, après tout, n'est-ce pas le chef de ce parti qui a déclaré l'autre jour qu'il allait résister et que le gouvernement devrait démissionner? Voici ce qu'il a dit en dehors de la Chambre:

Si, au Canada, nous croyons qu'en démocratie le Parlement est le véritable (pouvoir) souverain du pays, nous pouvons dire, dans les circonstances actuelles, que le gouvernement a été battu par une majorité parlementaire et que, vraiment, il devrait donner sa démission.

C'est l'opinion que le représentant a fait entendre dans tout le pays. Il ne m'appartient pas d'entreprendre de formuler des hypothèses quant aux circonstances qui ont amené un revirement aussi extraordinaire, mais je m'en reporte encore une fois au couplet:

A marcfiful Providunce fashioned us holler
O'purpose that we might our principles swaller.

Que s'est-il produit à la suite de cette déclaration claironnante? Nul ne sait.

Une voix: Il a reçu de l'aide extérieure du secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Le très hon. M. Diefenbaker: Nul ne sait. Je n'ai pas à analyser des hypothèses, mais je reste songeur. Il est encore permis de l'être ici, je l'espère. Je me rappelle si bien le mois d'avril 1963, quand, quelques jours après les élections, une demi-douzaine de créditistes se sont concertés pour envoyer un message au Gouverneur général lui annonçant qu'ils accorderaient leur appui aux libéraux; sur ce, évidemment, j'ai conseillé à Son Excellence d'inviter quelqu'un d'autre à former le gouvernement.